



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 21 (2022)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : taux directeurs inchangés mais hausse du ratio de réserves obligatoires
- ❖ Singapour : croissance de 3,7% en g.a. au T1 2022
- ❖ Vietnam : hausse des créances douteuses au T1

Région

7 pays de l'ASEAN prêts à rejoindre l'Indo-Pacific Economic Framework (IPEF) lancé par les États-Unis

Le président américain Joe Biden a annoncé le lancement d'un nouveau cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF). 13 pays représentant 40% du PIB mondial y sont associés : les États-Unis, l'Australie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, ainsi que 7 pays de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam). Le partenariat n'est pas conçu comme un accord de libre-échange mais vise davantage d'intégration entre les pays membres dans 4 domaines clés : (i) le commerce et l'économie numérique, (ii) les chaînes d'approvisionnement, (iii) les énergies vertes, la décarbonation et les infrastructures, ainsi que (iv) la lutte contre la corruption.

45 ans de la coopération UE-ASEAN

La délégation de l'Union européenne (UE) pour l'ASEAN a publié son rapport annuel sur la coopération entre UE-ASEAN et sur la coopération bilatérale entre l'UE et les pays membres de l'ASEAN. Dans cette 7^{ème} édition du « Blue Book » est rappelée l'importance du partenariat entre les deux blocs, à l'œuvre depuis 45 ans et élevé en décembre 2020 au rang de partenariat stratégique. En 2021, l'ASEAN était le 3^{ème} partenaire commercial de l'UE après la Chine et les États-Unis, avec des échanges commerciaux d'un montant de 215,9 Mds EUR pour les marchandises et 82,4 Mds EUR pour les services. Les exportations de l'UE vers l'ASEAN se sont élevées à 79,7 Mds EUR en 2021 tandis que les importations de l'UE en provenance de l'ASEAN ont atteint 136,1 Mds EUR. L'UE était par ailleurs la 3^{ème} source d'investissements directs étrangers (IDE) dans la région en 2020.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

7

Membres de l'ASEAN se joignant à l'initiative américaine de l'Indo-Pacific Economic Framework (IPEF)

Country/region	IPEF (13)	CPTPP (11)	RCEP (15)
China		Applied	●
Japan	●	●	●
South Korea	●		●
Taiwan		Applied	
Brunei	●		●
Cambodia			●
Indonesia	●		●
Laos			●
Malaysia	●	●	●
Myanmar			●
Philippines	●		●
Singapore	●	●	●
Thailand	●		●
Vietnam	●	●	●
Australia	●	●	●
New Zealand	●	●	●
India	●		Withdrew
U.S.	●	Withdrew	

Number of members in parenthesis; other members of CPTPP include Canada, Mexico, Peru, Chile

Source: White House

132 M USD pour un corridor économique régional en Asie du Sud-Est

Le projet « Connectivité et Corridor économique régional en Asie du Sud-Est » (132 M USD) destiné à améliorer la connectivité des transports résilients au changement climatique et le commerce régional, a été approuvé par la Banque mondiale. En complément du Plan Connectivité de l'ASEAN, ce projet contribuera à créer un corridor est-ouest au nord du Laos, ayant vocation à améliorer la connexion avec la Thaïlande et le Vietnam via la construction et la rénovation de routes et le développement de ports secs notamment. Ce projet devrait être terminé en mai 2028.

Indonésie

Sorties nettes de capitaux mais léger excédent courant au T1

Au T1 2022, la balance courante a été très légèrement excédentaire de 0,2 Md USD (0,07% du PIB), l'excédent commercial faisant plus que compenser les sorties liées aux services. Le compte de capital et financier est quant à lui négatif de 1,7 Md USD, avec notamment des entrées nettes d'IDE (4,5 Mds USD) et des sorties nettes d'investissements de portefeuille (2,9 Mds USD). En avril, l'excédent commercial a atteint le montant record de 7 Mds USD, avec 27,3 Mds USD d'exportations (+48% en g.a.) pour 19,8 Mds USD d'importations (+22%).

La banque centrale maintient son taux directeur et restreint la liquidité

La banque centrale (BI) a annoncé le maintien de son taux reverse repo à 7 jours à 3,5%, du taux de prêt à 4,25% et du taux de dépôt à 2,75%. Elle a néanmoins décidé de restreindre la liquidité en accélérant la hausse du ratio de réserves obligatoires (RRR) déjà annoncée : le RRR passe de 5% à 6% au 1^{er} juin, à 7,5% au 1^{er} juillet et 9% au 1^{er} septembre. Dans son communiqué, la BI rappelle que ses décisions ne sont pas uniquement déterminées par la maîtrise de l'inflation mais par l'objectif d'une stabilité, interne et externe, de la monnaie. Concernant l'inflation, le gouverneur a indiqué qu'elle pourrait excéder légèrement la cible (2%-4%) en 2022, avant d'y revenir en 2023. La prévision de croissance de la BI est de 4,5%-5,3% pour 2022. Pour 2023, la ministre des Finances prévoit une croissance de 5,3-5,9%.

Emission record d'obligations sukuk pour 3,25 Mds USD

Le 26 mai, le gouvernement indonésien a procédé à une émission d'obligations islamiques « sukuk » de 3,25 Mds USD, la plus importante au monde selon le ministère des Finances. Cette émission a été notée BBB par Fitch, comme pour les émissions souveraines « traditionnelles ». Fitch note que certains aspects de la transaction seront gouvernés par la loi britannique et d'autres par la loi indonésienne. L'émission est partagée entre obligations sukuk à 5 ans (coupon de 4,4%) et 10 ans (coupon de 4,7%).

Malaisie

Déploiement de la 5G : valse-hésitation jusqu'au 30 juin ?

Le gouvernement malaisien a fait le choix d'un réseau 5G unique déployé par une entreprise publique dépendant du ministère des Finances (DNB), en attribuant le contrat à Ericsson. Espérant ainsi optimiser le coût de l'infrastructure et louer ses capacités à des tarifs affichés comme favorables, les autorités font face à une fronde de 4 des principaux exploitants de téléphonie mobile (Axiata-Celcom, Digi, Maxis et U Mobile). Ils souhaiteraient avoir le contrôle de DNB et réclament plus de transparence sur les tarifs. Seuls 2 entreprises avaient accepté ce modèle. Le gouvernement a mis la pression et Axiata-Celcom vient d'annoncer son souhait de respecter la date du 30 juin pour signer avec DNB.

La Malaisie parmi les destinations prisées par les investisseurs internationaux

La dernière étude « HSBC Navigator: SEA in focus » a interrogé près de 1 600 entreprises de 6 grandes économies (Allemagne, Chine, Etats-Unis, France, Inde et Royaume-Uni), dont 32% déjà présentes en Malaisie. Elle indique que 41% des entreprises chinoises prévoient de développer leurs activités en Malaisie, contre 29% pour les indiennes et 24% pour les américaines. Plusieurs d'entre elles – dont Intel, Insulet, Ferrotec, Amazon Web Service – ont annoncé d'importants investissements. Par contraste, les entreprises européennes ne sont pas citées, même si plusieurs d'entre elles ont récemment annoncé d'importants investissements (dont l'allemande Infineon ou l'autrichienne AT&S).

Le marché automobile rattrapé par les difficultés d'approvisionnement

Le marché automobile malaisien est généralement dynamique. Il s'appuie sur de nombreuses implantations de constructeurs étrangers (japonais et européens en particulier) et sur deux marques nationales, Proton et Perodua. Ces deux dernières développent en réalité peu de modèles, mais vendent des véhicules inspirés de modèles étrangers – japonais pour l'essentiel – et localisés. Proton est même désormais détenu à 51% par le chinois Geely (qui possède également Volvo Cars). Alors que la croissance des ventes s'établissait à près de 14% au cours des six mois précédents, elles ont fléchi de 23% en avril et devraient subir les contraintes liées à la pénurie de puces jusqu'à la fin de l'année.

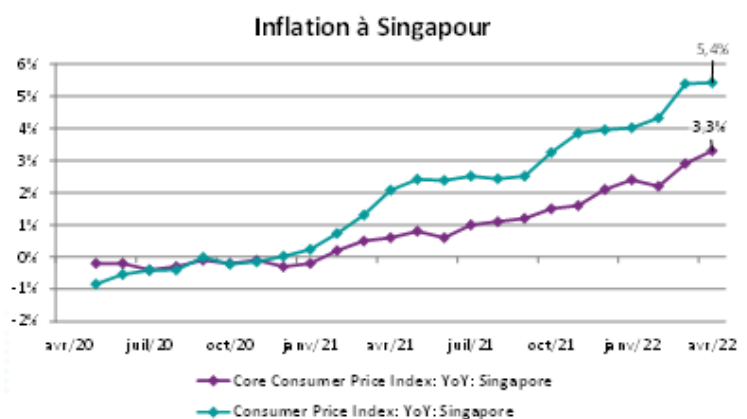
Singapour

Confirmation du ralentissement de la croissance au premier trimestre

Dans son dernier rapport trimestriel, le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) a mis à jour les chiffres du PIB pour le T1 2022, pour lequel la croissance a atteint +3,7% en glissement annuel (contre +3,4% selon la 1^{ère} estimation et +6,1% au trimestre précédent). Le MTI a par ailleurs maintenu sa prévision de croissance de « 3 à 5% » sur l'année. Au vu des effets de la guerre en Ukraine sur la demande extérieure, les autorités s'attendent néanmoins à ce que la croissance atteigne la borne inférieure de la fourchette. Les analystes de DBS maintiennent également leur prévision de croissance à 3,5%. D'après la banque singapourienne, la croissance continuerait de ralentir au T2 et l'éventualité d'une baisse séquentielle ne doit pas être écartée.

Inflation sous-jacente de 3,3% en avril, au plus haut depuis 2012

L'inflation sous-jacente (qui exclut le logement et les transports privés) a bondi à 3,3% en glissement annuel en avril, contre 2,9% en mars, en raison de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. C'est le taux le plus élevé enregistré dans la cité-Etat depuis janvier 2012, lorsque l'inflation sous-jacente s'était établie à 3,5%, selon le communiqué conjoint de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et du ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI). L'indice global des prix à la consommation atteint 5,4% en glissement annuel en avril, comme en mars. La MAS et le MTI ont souligné la persistance des pressions inflationnistes externes, notamment la hausse du coût des matières premières ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par le conflit en Ukraine et la crise sanitaire.



Conférence France-Singapour sur la finance verte

Le Service économique régional de Singapour a organisé le 24 mai, en partenariat avec l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), la Banque de France et ESSEC Business School, une conférence dédiée à la finance verte. Introduite par une discussion pré-enregistrée entre Ravi Menon, directeur général de la MAS, et François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, la conférence s'est articulée autour de trois panels des acteurs publics et privés de la finance durable sur (i) l'impact de la biodiversité sur le secteur économique et financier ; (ii) le rôle des FinTech vertes dans la transformation du secteur ; (iii) la réglementation et les incitations visant à favoriser la transition verte.

Vietnam

L'objectif de croissance de 6 à 6,5% en 2022 sera difficile à atteindre

L'objectif de 6 à 6,5% de croissance en 2022 constitue un défi en raison de la hausse de l'inflation et des perturbations des chaînes d'approvisionnement, selon le vice-Premier ministre, Le Van Thanh. Le dōng vietnamien devrait être affaibli par la hausse de l'inflation et des taux américains, la crise prolongée entre la Russie et l'Ukraine et la flambée des prix à l'importation. De plus, le gouvernement se dit préoccupé par les risques croissants liés aux marchés des actions, des obligations d'entreprise et de l'immobilier, ou encore les risques de pénurie d'électricité cet été en raison des retards observés dans les projets d'investissement publics mais aussi en raison de la pénurie de charbon.

Aide aux entreprises : nouveau soutien pour le paiement des intérêts

Dans le cadre du plan de relance économique 2022-2023, le gouvernement a adopté un nouveau décret de soutien financier aux entreprises, entreprises familiales et coopératives. Le décret prévoit une aide pour le paiement des taux d'intérêt, à hauteur de 2% du solde du prêt. La mesure, financée par le budget de l'État, s'applique aux prêts conclus par les banques commerciales entre le 1 janvier 2022 et le 31 décembre 2023. Le soutien cessera à la fin de l'année prochaine ou lorsque le fonds de financement, doté d'environ 1,7 Md USD, sera épuisé.

La SBV alerte sur la hausse des créances douteuses

La banque centrale du Vietnam (SBV) met en garde contre l'augmentation des créances douteuses. Selon elle, l'épidémie de Covid-19 a posé d'importants obstacles à la gestion des prêts non performants et à l'intégrité des opérations bancaires. Au 31 mars 2022, le solde des créances douteuses de 27 banques nationales aurait augmenté de 11% par rapport à décembre 2021. La SBV compte également renforcer son contrôle sur le manque de transparence dans les activités des établissements de crédits, notamment le financement des projets de construction build-transfer-operate (BOT).

Thaïlande

Report de la taxe sur les transactions boursières

Le ministère des Finances a retardé une nouvelle fois la mise en place d'une taxe supplémentaire de 0,1% sur les transactions boursières prévue cette année. Cette mesure devait ainsi venir s'ajouter à une taxe connexe préexistante et porter le taux général à 0,11%. Ce report devrait durer jusqu'à ce que les conditions économiques soient plus favorables, le conflit en Ukraine entraînant actuellement une inflation élevée (hausse des prix de l'énergie et alimentaires). Ce recul s'expliquerait aussi par la relative dépendance de l'économie thaïlandaise aux investissements de portefeuille étrangers (stock correspondant à environ 25% du PIB selon la Banque mondiale), dont les flux entrants ont atteint 113 Mds THB (3,4 Mds USD) au premier trimestre 2022.

Exonération fiscale pour les transferts de cryptomonnaies

Le gouvernement thaïlandais a pris la décision d'exonérer les transferts de cryptomonnaies de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) jusqu'au 31 décembre 2023. Cette mesure fait suite à la décision prise en mars par le cabinet des ministres d'exempter de taxe le commerce d'actifs numériques et s'inscrit plus largement dans un plan visant à soutenir l'activité économique du pays en favorisant le développement de PME dans le secteur des nouvelles technologies. Selon les investisseurs spécialisés, cette exemption servira surtout à favoriser l'usage de la monnaie numérique de banque centrale qui pourrait être introduite en 2022, mais devrait avoir un impact limité sur les investissements en cryptomonnaies dont l'essor reste contraint par la taxation existante sur les plus-values pour ce type d'actifs.

Recouvrement des recettes publiques supérieur aux anticipations

Les recettes perçues par le gouvernement au cours des sept premiers mois de l'année fiscale 2022 (octobre 2021 à septembre 2022) ont dépassé de 3,7% l'objectif initialement fixé. Les recettes nettes sur la période se sont ainsi élevées à 1 270 Mds THB (37 Mds USD), soit 45,8 Mds THB (1,3 Md USD) de plus que l'objectif initial. Dans le détail, le département des recettes fiscales a collecté environ 1 000 Mds THB (29 Mds USD) au cours de la période (+14,5% en g.a.), tandis que les recettes enregistrées par les services des accises et des douanes ont respectivement atteint 320 Mds THB (9 Mds USD, -3,3%) et 61,7 Mds THB (2 Mds USD, +4,8%). Cette augmentation globale des recettes publiques tiendrait à : (i) un recouvrement plus élevé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des sociétés, (ii) la hausse du volume des produits importés, en lien avec la reprise économique en cours.

Philippines

Le secteur minier philippin encore peu propice aux investissements

Les Philippines ont été classées 57^{èmes} sur 84 juridictions (Etat, province ou pays) de l'Investment Attractiveness Index de l'institut Fraser. Cet indice, qui reflète les opportunités d'investissements dans le secteur minier, se base d'une part sur les dotations minières des différentes juridictions et d'autre part sur les politiques publiques autour de leur exploitation. Les Philippines occupent la 29^{ème} place en matière de potentiel minier mais à la 83^{ème} place en matière d'environnement politique. L'institut Fraser explique ce faible classement par les incertitudes sur les réglementations environnementales aux Philippines et l'instabilité politique. Néanmoins, le classement global des Philippines s'est amélioré depuis quelques années, passant de la 75^{ème} place sur 91 en 2017 à la 65^{ème} place en 2018 avant de se hisser désormais à la 57^{ème} place.

Annonce de la nouvelle équipe économique

Elu président des Philippines, Ferdinand Marcos Jr. a annoncé la nomination des membres de la nouvelle équipe économique, dont l'investiture est prévue le 30 juin prochain. L'actuel gouverneur de la banque centrale (BSP), Benjamin Diokno, qui avait été nommé gouverneur de l'année 2022 par le magazine « The Banker » sera le prochain secrétaire des Finances (DOF). Il avait occupé le poste de secrétaire du Budget (DBM) sous la présidence Duterte entre 2016 et 2019 et celle de Joseph Estrada de 1998 à 2001. C'est Felipe Medalla, membre du conseil monétaire de la BSP et ancien ministre du Planning socioéconomique, qui lui succédera à la banque centrale. Le ministère du Commerce et de l'Industrie (DTI) sera aux mains d'Alfredo Pascual, banquier et économiste, président de la Management Association of the Philippines (MAP), une influente association d'hommes d'affaires, et ancien président de l'une des universités les plus prestigieuses du pays (UP). Enfin le futur directeur de l'Autorité nationale de développement économique (NEDA) sera Arsenio Balicasan, qui occupait déjà ce poste entre 2012 et 2016 avant d'être nommé par B. S. Aquino III à la tête de la Commission de la concurrence des Philippines (PCC) nouvellement créée.

77% des Philippins éligibles sont vaccinés

Selon les données du Centre national d'opération de vaccination (NVOC), près de 77% des personnes éligibles (âgées de plus de 12 ans) sont entièrement vaccinées contre le Covid-19, soit un taux supérieur à l'objectif fixé par le gouvernement de 70% pour la fin juin 2022. Pour rappel, la campagne de vaccination avait commencé en mars 2021 de manière lente et difficile. Au premier juillet 2021, seulement 2,37% de la population était entièrement vaccinée. Aujourd'hui néanmoins, malgré la hausse des doses disponibles, les taux de vaccination restent très hétérogènes selon les régions du pays. Dans la région BARMM dans le sud du pays, seulement 50% de la population éligible l'est entièrement.

Cambodge

1,5 Md USD de l'UE pour le développement du Cambodge

L'Union européenne (UE) a décidé d'allouer 1,5 Md USD pour mettre en œuvre une stratégie conjointe en matière de coopération au développement pour le Cambodge de 2021 à 2027. La stratégie met l'accent sur le renforcement de la reprise socio-économique ainsi que sur les questions transversales (droits de l'Homme, inclusion, égalité des sexes, promotion des femmes et des jeunes, climat et soutenabilité environnementale). Le budget devrait également être utilisé pour soutenir l'économie numérique et aider le gouvernement à assurer la compatibilité et la durabilité des solutions TIC conformément aux normes et standards internationaux pertinents, en particulier en matière de protection des données.

Laos

Prévision de croissance à 3,8% pour 2022 selon la Banque mondiale

Après 2,5% en 2021, la Banque mondiale prévoit une croissance de 3,8% en 2022, à condition que la dette soit renégociée et que les mesures restrictives anti-Covid ne fassent pas leur retour. Alors que le Laos enregistre un excédent commercial et en dépit de la forte dépréciation du kip, l'écart entre le taux de change officiel dollar/kip et celui du marché parallèle a atteint 19%. Les autorités réfléchissent à une évolution du modèle économique du pays : lors d'un atelier « Diagnostic Trade Integration Study » avec le secteur privé et les partenaires de développement, le ministre de l'Economie et du Commerce a appelé à une diversification de l'économie. Si l'exploitation des ressources naturelles a été le moteur de la croissance ces 20 dernières années, cela a entraîné peu de création d'emploi et d'amélioration des conditions de vie des Laotiens.

Pénuries de carburant

PetroTrade, le deuxième importateur et distributeur de carburant du pays, appelle les Laotiens à ne pas céder à la panique, la situation actuelle n'étant pas considérée comme une crise. Le porte-parole de l'entreprise a indiqué que les comportements irresponsables, consistant à faire des réserves d'essences, n'amélioreraient pas la situation. Une unité spéciale a été mise en place pour lutter contre la vente illégale de carburant au bord des routes. Le ministère de l'Industrie et du Commerce et l'Association laotienne du carburant invitent la population à éviter les trajets inutiles afin qu'il reste du carburant pour les agriculteurs. Dans certaines parties du pays, les achats de carburant sont limités à 20 litres par véhicule. Handicapés par le manque de carburant, les agriculteurs ont averti le gouvernement que la poursuite de la pénurie poussera à la hausse le prix des produits agricoles tandis que les quantités produites inférieures aux attentes pourraient affecter les objectifs du plan quinquennal de développement de l'agriculture.

Facilitation du trafic de marchandises sur la voie ferrée Laos-Chine

Alors que le terminus de la ligne est actuellement la gare de Vientiane Sud, une extension desservira d'ici fin juin le port sec de Thanaleng afin de transporter les marchandises. Cette extension de 2,8km est financée par la Laos-China Railway Company. Dans le même temps, l'entreprise Thabok Thanaleng étend la voie ferrée Laos-Thaïlande de 1,2km pour qu'elle atteigne le port sec. Le transport de marchandises entre la Chine et la Thaïlande sera ainsi facilité.

Birmanie

Insécurité alimentaire en progression

Dans son dernier rapport, l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) a souligné l'augmentation croissante de l'insécurité alimentaire liée à la hausse des prix alimentaires et la baisse des revenus suite à la pandémie et au coup militaire. Sur la période mars 21-mars 22, les prix des aliments dits essentiels ont augmenté de l'ordre de 30 à 40% : 122% pour l'huile de cuisson, 40 à 50% pour les légumineuses, 40% à 55% pour la viande et 23% pour le riz. Selon le Programme Alimentaire Mondial, près de 24% de la population serait aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire.

Augmentation de 16% des échanges commerciaux

Selon le ministère du Commerce, les échanges commerciaux entre le 1^{er} avril (début de l'année fiscale) et la mi-mai se sont élevés à 3,4 Mds USD (1,69 Md USD d'exportations et 1,74 Md USD d'importations), +16% par rapport à la même période l'an dernier. Le commerce frontalier a baissé de 13% suite à la fermeture des frontières avec la Chine, premier partenaire, dans un contexte de pandémie, mais le commerce maritime a enregistré une croissance significative de 28% pendant la même période.

Nouvelle mesure pour soutenir la monnaie

Dans la série des mesures destinées à réduire la dépendance au dollar (contrôle des importations, administration du taux de change), la Banque Centrale de Birmanie (CBM) vient d'imposer au secteur public de cesser les paiements en devises pour les transactions nationales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esma LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner :

leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr ;
esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr